

MINISTERE DES FINANCES ET DU
BUDGET
***** ..
DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

12 MAI 2025

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU PREMIER TRIMESTRE 2025

65

INTRODUCTION

La poursuite d'un élan de transparence et de l'efficacité dans la gestion des finances publiques a permis à la Direction Générale du Budget d'élaborer trimestriellement le Rapport d'Exécution Budgétaire (REB) ; ce qui met à la disposition des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ainsi que du public les données sur l'exécution du budget.

Pour ce faire, le présent rapport fait le point d'exécution du budget au premier trimestre 2025 tant en recettes qu'en dépenses.

Ce rapport décrit le contexte dans lequel la loi des finances a été élaborée, analyse l'exécution du budget tant en recettes qu'en dépenses débouchant sur les perspectives.

I. CONTEXTE D'ÉLABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2025

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2025, soumis à l'examen au Parlement est élaboré dans un contexte marqué par :

Une situation macroéconomique précaire ;

Des perturbations dans l'approvisionnement en électricité ainsi que des difficultés persistantes dans la stabilisation du sous-secteur pétrolier ;

La poursuite des discussions avec le Fonds Monétaire International dans le cadre de la conclusion de la 3^{ème} revue du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit.

i) L'environnement économique international en 2024 et les perspectives en 2025

Selon les dernières prévisions du Fonds Monétaire International d'octobre 2024, la croissance économique mondiale devrait décélérer à 3,2% en 2024 et 2025, après avoir atteint 3,3% en 2023. Elle enregistrerait une moyenne de 3,1%, sur un horizon de cinq ans, soit le profil de croissance à moyen terme le plus morose enregistré depuis deux décennies.

L'inflation mondiale quant à elle, poursuivrait son repli pour s'établir à 5,2% en 2024, portée par le resserrement massif et simultané des politiques monétaires et la baisse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

Aux Etats-Unis, la croissance du Produit Intérieur Brut devrait ressortir à 2,6% en 2024 avant de ralentir à 1,8% en 2025, au fur et à mesure de l'ajustement de l'économie aux coûts élevés des emprunts et de la modération de la demande intérieure.

En Chine, la prévision de croissance est révisée à la hausse, à un taux de 5% en 2024, principalement en raison d'un rebond de la consommation privée et de la vigueur des exportations au premier trimestre. En 2025, le PIB devrait ralentir à 4,5 % et continuer de décélérer à moyen terme pour atteindre 3,3 % en 2029, sous l'effet du vieillissement de la population et du ralentissement de la croissance de la productivité. *6/2*

En zone euro, la croissance économique devrait s'établir à 1,3% en 2025 contre une prévision de 0,8% en 2024. Elle serait soutenue par une augmentation du pouvoir d'achat et un chômage toujours à des niveaux historiquement bas, ainsi qu'à une amélioration attendue du niveau des investissements. L'inflation globale devrait reculer de 2,4% en 2024 à 2,1% en 2025, proche de l'objectif de 2% fixé par la Banque centrale européenne.

En Afrique Subsaharienne, la croissance remonterait à 4,0% en 2025 contre 3,8% un an plus tôt. En effet, l'atténuation des pressions inflationnistes devrait permettre de baisser les taux d'intérêt, ce qui soutiendra la consommation et l'investissement privés. Cette perspective de croissance est toutefois soumise à quelques risques, notamment la montée des tensions géopolitiques mondiales, en particulier une intensification du conflit au Moyen-Orient, la hausse de la fréquence et de l'intensité d'épisodes météorologiques défavorables, ou encore l'aggravation des situations de surendettement public, faute de stabilisation des niveaux élevés de dette ou de disponibilité de nouvelles sources de financement.

En zone CEMAC, selon les projections de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, les projets miniers devraient porter la croissance moyenne annuelle à 3,7% entre 2025 et 2027. En effet, plusieurs pays de la sous-région envisagent tirer profit de leur potentiel minier et assurer leur croissance économique à moyen et long terme. A ce jour au Gabon et au Cameroun, cinq projets d'exploitation du minerai de fer sont actuellement à un stade avancé et entreraient en production d'ici début 2025. En plus des revenus fiscaux supplémentaires, le dynamisme économique visé par cette option se traduirait par la création de nouvelles entreprises, le développement d'activités économiques secondaires gravitant autour du secteur minier (transport, restauration, gardiennage et seconde transformation) et des opportunités qu'offrent les infrastructures dédiées à ce secteur tels que les routes, le chemin de fer et l'énergie électrique.

ii) L'environnement économique national

Sur le plan national, l'environnement économique demeure marqué par le train des réformes économiques et financières soutenues par le programme de Facilité Elargie de Crédit du FMI et la préparation des élections présidentielle, législatives et communales prévues en 2025. Les efforts du Gouvernement restent focalisés sur l'amélioration de la collecte des recettes budgétaires, la lutte contre la corruption, ainsi que la transparence dans la gestion des finances publiques.

La reprise économique devrait se poursuivre, avec une croissance estimée à 1,4 % en 2024 et 2,9 % en 2025 et une inflation de 4,1 % en 2024 et 3,4 % en 2025. De même, les perspectives de réduction du déficit public sont améliorées grâce aux mesures en cours visant à accroître sensiblement la mobilisation des recettes intérieures en lien avec les réformes engagées.

Cependant, d'importants défis continuent de peser sur les perspectives économiques ainsi que sur les finances publiques. Un premier défi majeur et récurrent concerne la campagne d'approvisionnement en carburants par le fleuve Oubangui. Un autre défi majeur concerne la maîtrise des risques budgétaires, notamment ceux liés à la faiblesse du processus de programmation et d'exécution budgétaire. Ces risques ont déjà entraîné des excédents de dépenses importants au cours du premier semestre de cette année.

La consolidation de la paix et de la sécurité intérieure, l'amélioration de l'approvisionnement en énergie électrique et en carburant, l'accélération de la mise en œuvre des projets en cours, notamment le corridor Pointe-Noire-Bangui financé par la Banque africaine de développement, constituent autant de facteurs favorables à ces perspectives.

iii) **Grandes orientations du projet du budget 2025**

L'organisation du Débat d'Orientation Budgétaire a été l'occasion de présenter les choix stratégiques du Gouvernement en matière de recettes et de dépenses pour les trois années à venir. Ces choix reposent en grande partie sur une couverture de plus en plus importante des charges de l'Etat par les recettes domestiques et le recours aux autres formes de concours, notamment les financements extérieurs, le marché financier sous-régional ou le Partenariat public-privé. En clair, le Gouvernement maintiendra les efforts pour l'amélioration de l'exécution du budget à travers le double objectif d'intensification de la mobilisation des ressources intérieures et d'efficacité des dépenses de l'administration.

En outre, le Gouvernement va poursuivre la modernisation des procédures de la mobilisation des recettes domestiques et améliorer la transparence dans l'exécution des dépenses publiques d'une part, et de parachever les réformes visant à élargir de manière substantielle l'assiette fiscale d'autre part. L'atteinte de ces objectifs repose sur la mise en œuvre de la feuille de route « e-Finances Publiques » issue du Séminaire sur les Réformes Digitales de juin 2024.

Ainsi, les choix stratégiques en matière de dépenses, reposent prioritairement sur une optimisation de l'allocation des ressources d'une part et la qualité de la budgétisation pour une bonne exécution des dépenses, d'autre part. Les efforts consentis à l'endroit des secteurs sociaux seront maintenus, afin d'assurer une production de biens et services de base en quantité et en qualité pour les populations en général et les plus défavorisées en particulier.

C'est dans ce contexte de ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut cités que les grandes masses du projet de Loi de Finances 2025 ont été arrêtés.

Les tableaux ci-après présentent respectivement les grandes masses budgétaires et de trésorerie de la Loi de Finances 2025 :

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses budgétaires de la Loi de Finances 2025 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions LF 2025
Ressources budgétaires	345 200 000
Ressources propres	185 000 000
Douanes	72 510 006
Impôts	70 342 588
Trésor	42 147 406
Ressources extérieures	160 200 000
Appuis budgétaires	27 300 000
Appuis projets	132 900 000
Dons projets	125 400 000
Emprunts projets	7 500 000
Charges Budgétaires	365 917 975
Dépenses primaires	211 016 005
Dépenses de Personnel	102 054 215
Dépenses de Biens et Services	45 494 779
Dépenses de Transferts	54 481 650
Investissement sur ressources propres	8 985 361
Charges Financières	22 001 970
Financement Extérieur	132 900 000
Solde budgétaire global	- 20 717 975

Source : LF 2025

Tableau n°2 : Prévisions de grandes masses de trésorerie de la Loi de Finances 2025 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions LF 2025
Ressources de trésorerie	95 000 000
Titres publics	95 000 000
Charges de trésorerie	68 983 995
Remboursements emprunts extérieurs	8 632 470
Remboursements dette intérieure	3 657 160
Contrepartie DTS/FMI	15 451 935
Remboursements Titres publics	37 143 390
AFRILAND	337 520
Crédits consolidés BEAC	3 761 520
Solde de Trésorerie	26 016 005

Source : LF 2025

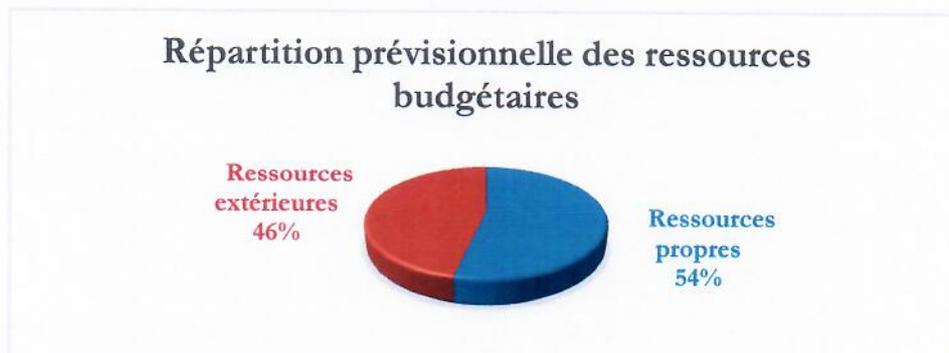
II. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

II.1. Les ressources budgétaires

Au 1^{er} trimestre 2025, sur une prévision annuelle de 345,20 milliards de francs CFA, les ressources budgétaires ont été mobilisées à hauteur de 65,06 milliards de francs CFA constituées de ressources propres (45,14 milliards de francs CFA) et de ressources extérieures (19,91 milliards de francs CFA), soit un taux de mobilisation de 18,85%.

En comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière, une hausse de 27,52% a été constatée. Cette hausse se justifie par une augmentation des recettes domestiques, des appuis projets et des appuis budgétaires.

Figure n° 1 : Répartition des Ressources budgétaires



Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des ressources budgétaires au 31 mars 2025 :

Tableau n°3 : Mobilisation des ressources budgétaires au 1^{er} trimestre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er trimestre 2024	Prévision 2025	Réalisation au 1er trimestre 2025	Taux de réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	51 015 977	345 200 000	65 057 340	18,85%
Ressources propres	38 987 000	185 000 000	45 143 000	24,40%
Douanes	13 353 000	72 510 006	15 383 000	21,22%
Impôts	16 268 000	70 342 588	16 606 000	23,61%
Trésor	9 366 000	42 147 406	13 154 000	31,21%
Ressources extérieures	12 028 977	160 200 000	19 914 340	12,43%
Appuis budgétaires (DTS FMI)	6 510 000	27 300 000	8 673 000	31,77%
Appuis projets	5 518 977	132 900 000	11 241 340	8,46%
Dons projets	5 518 977	125 400 000	11 241 340	8,96%
Emprunts projets		7 500 000		0,00%

Sources : LF 2025, PLT et DGPB (MEPCI)

1) Les ressources propres

A fin mars 2025, les différentes régies ont mobilisé la somme de 45,14 milliards de francs, soit un taux de recouvrement de 24,40% proche de la cible de 25% visée. En comparaison à la

mobilisation du 1^{er} trimestre 2024, une hausse de 15,79% a été constatée. Cette hausse se justifie par les efforts déployés dans les différentes régies.

L'analyse des recouvrements par régie est faite dans la partie suivante :

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Au 1^{er} trimestre 2025, la DGDDI a recouvré la somme de 15,38 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 72,51 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 21,22% inférieur à la cible souhaitée.

En dépit de ce faible taux de mobilisation, une hausse de 15,20% a été observée en comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière. Cette hausse se justifie essentiellement par une augmentation des recettes fiscales et des recettes affectées.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique :

Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI au 1^{er} trimestre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er trimestre 2024	Prévision 2025	Réalisation au 1er trimestre 2025	Taux de réalisation
Recettes fiscales	11 068 625	62 043 561	12 875 349	20,75%
Droits de sorties	489 766	1 480 763	526 428	35,55%
Amendes et pénalités	634 366	974 017	486 900	49,99%
Recettes affectées	811 567	6 193 398	1 116 017	18,02%
Autres Recettes	348 676	1 818 267	378 305	20,81%
TOTAL	13 353 000	72 510 006	15 383 000	21,22%

Sources : LF 2025, DGDDI et PLT

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Au 31 mars 2025, sur une prévision de 70,34 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré le montant de 16,61 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 23,61% inférieure à la cible souhaitée.

En comparaison au niveau de recouvrement du 1^{er} trimestre de l'année dernière, une hausse de 2,08% a été observée.

Le tableau ci-dessous montre les réalisations de la DGID par nature économique au 1^{er} trimestre 2025 :

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID au 1^{er} trimestre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er trimestre 2024	Prévision 2025	Réalisation au 1er trimestre 2025	Taux de réalisation
Recettes fiscales	13 862 239	66 169 103	14 150 255	21,38%
Recettes non fiscales	2 082 137	3 158 621	2 125 398	67,29%
Recettes sur exercices antérieurs	198 857		202 989	
Produits divers et exceptionnels	124 767	1 014 864	127 359	12,55%
TOTAL	16 268 000	70 342 588	16 606 000	23,61%

Sources : LF 2025, PLT

➤ La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

Au 1^{er} trimestre 2025, la DGTCP a mobilisé au total 13,15 milliards de francs CFA sur une prévision de 42,15 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 31,21%. En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période, une hausse de 40,44% a été constatée et se justifie par le meilleur comportement des recettes non fiscales.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des recettes de la DGTCP à fin mars 2025 :

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP au 31 mars 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er trimestre 2024	Prévision 2025	Réalisation au 1er trimestre 2025	Taux réalisation
Recettes fiscales		1 300 000	1 034 000	79,54%
Recettes non fiscales	4 276 595	35 168 991	10 020 000	28,49%
Produits exceptionnels	4 200 100	2 452 593	1 350 000	55,04%
Taxes et Redevances	464 100	1 210 000	450 000	37,19%
Produits financiers	425 205	2 015 822	300 000	14,88%
TOTAL	9 366 000	42 147 406	13 154 000	31,21%

Sources : LF 2025, PLT

2) Les ressources extérieures

Au 1^{er} trimestre 2025, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à hauteur de 19,91 milliards de francs CFA sur une prévision de 160,20 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 12,43% très en deçà de la cible. Cette mobilisation est constituée des Appuis budgétaires (8,67 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (11,24 milliards de francs CFA).

En dépit de ce faible taux de mobilisation, une hausse de 65,55% a été constatée justifiées par une mobilisation plus importante des appuis projets.

II.2. Exécution des dépenses budgétaires

Au 1^{er} trimestre 2025, sur une prévision annuelle de 365,92 milliards de francs CFA, les dépenses de l'Etat base ordonnancement ont été exécutées à hauteur de 63,42 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution 17,33%.

Ce faible niveau d'exécution est visible sur les rubriques des dépenses des Biens et services et celles des Financements extérieurs.

Sur les 63,42 milliards de francs CFA des dépenses ordonnancées au 31 mars 2025, l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT) a procédé au règlement de 51,96 milliards de francs CFA, soit un taux de décaissement de 82%.

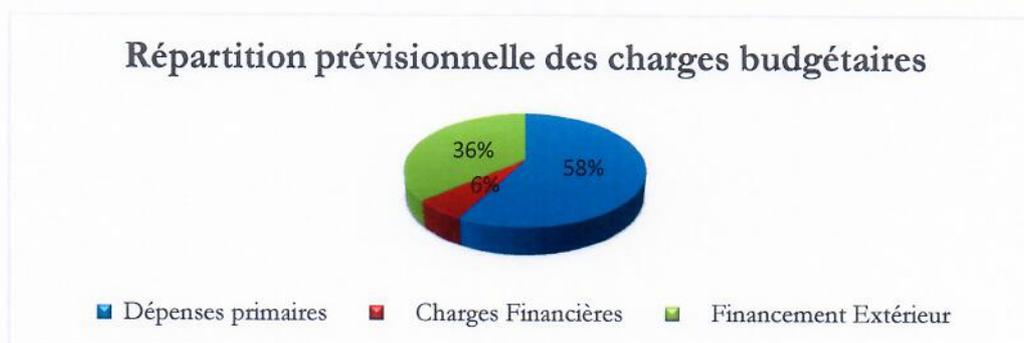
Le tableau suivant décrit l'exécution des dépenses ordonnancées de l'Etat au 1^{er} trimestre 2025 :

Tableau n°7 : Exécution des dépenses budgétaires par titre au 31 mars 2025 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er trimestre 2024	Prévision 2025	Réalisation au 1er trimestre 2025	Taux de réalisation
CHARGES BUDGETAIRES	50 787 188	365 917 975	63 418 104	17,33%
Dépenses primaires	45 268 211	211 016 005	52 176 764	24,73%
Personnel	24 617 181	102 054 215	28 342 042	27,77%
Biens et Services	6 277 075	45 494 779	8 267 995	18,17%
Transferts et subventions	12 037 879	54 481 650	13 574 950	24,92%
Investissement sur ressources propres	2 336 076	8 985 361	1 991 777	22,17%
Charges Financières		22 001 970		0,00%
Financements extérieurs	5 518 977	132 900 000	11 241 340	8,46%
<i>Personnel</i>		12 806 000	1 812 261	14,15%
<i>Biens et Services</i>		4 940 000		0,00%
<i>Investissements</i>		115 154 000	9 429 080	8,19%

Sources : LF 2025, DGB et DGPB (MEPCI)

Figure n° 2 : Répartition des Charges budgétaires



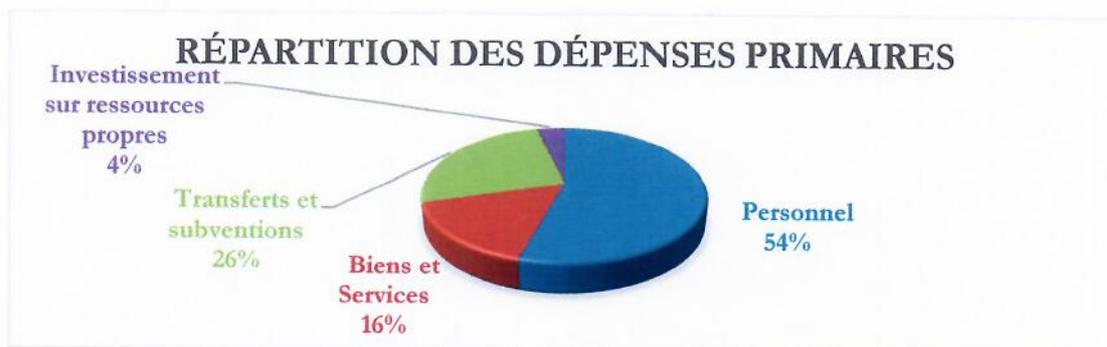
II.2.1) Les dépenses primaires

Au 1^{er} trimestre 2025, les dépenses primaires ordonnancées s'élèvent à l'ordre de 52,18 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 211,02 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 24,73%.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 15,26% a été constatée. Cette hausse se justifie sur la rubrique personnel compte tenu de la prise en compte des nouvelles recrues au niveau de certains départements ministériels ainsi que l'effet des glissements catégoriels.

Le graphique ci-dessous décrit la répartition des dépenses primaires ordonnancées par titre :

Figure 3 : Répartition des dépenses primaires exécutées au 1^{er} trimestre 2025



a) Les Dépenses du Personnel

Sur une prévision de 102,05 milliards de francs CFA, les dépenses du personnel au 1^{er} trimestre 2025 s'élèvent à hauteur de 28,34 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 27,77% supérieur à la cible de 25%.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 15,13% a été constatée.

b) Les dépenses des biens et services

A fin mars 2025, sur une prévision de 45,49 milliards de francs CFA, les dépenses de biens et services base ordonnancement ont été exécutées à hauteur de 8,27 milliards de francs CFA correspondant à un taux d'exécution de 18,17%, inférieur à la cible de 25%.

En comparaison à l'exécution du 1^{er} trimestre de l'année 2024, une hausse de 31,72% a été observée.

c) Les dépenses de transferts

Au 1^{er} trimestre 2025, les dépenses de transferts ordonnancées sont exécutées à hauteur de 13,57 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 54,48 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 24,92%.

En comparaison à l'exercice de l'année dernière de la même période, une hausse de 12,77% a été constatée.

d) Dépenses d'investissement sur ressources propres

Au 1^{er} trimestre 2025, les dépenses d'investissement sur ressources propres ordonnancées ont été exécutées à hauteur de 1,99 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 8,98 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 22,17%.

En comparaison à l'exercice budgétaire de l'année dernière de la même période, une baisse de 14,74% a été observée.

II.2.1) Les Charges financières

Les charges financières sont des opérations de trésorerie et leur exécution budgétaire est prise en compte après la régularisation de celles-ci par la Direction Générale du Budget. Au 1^{er} trimestre 2025, aucune opération de régularisation des charges financières n'a été effectuée due à l'absence des informations y relatives.

II.2.3) Les dépenses sur Financement extérieur

Au 1^{er} trimestre 2025, les dépenses d'investissement sur ressources extérieures ont été exécutées à hauteur de 11,24 milliards de francs CFA sur une prévision de 132,90 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 8,46%.

Ces dépenses sont constituées des dépenses du personnel (1,81 milliard de francs CFA) et des dépenses d'investissement (9,43 milliards de francs CFA).

III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE

III.1. Les ressources de trésorerie

Le Gouvernement a prévu au cours de l'année 2025 de faire recours aux ressources de trésorerie à hauteur de 95 milliards de francs CFA. Au 1^{er} trimestre 2025, les ressources de trésorerie mobilisées s'élèvent à hauteur de 15,22 milliards de francs CFA constituées de Titres publics (1,02 milliard de francs CFA) et du Tirage spécial (14,20 milliards de francs CFA).

III.2. Exécution des dépenses à charge de trésorerie

Au 1^{er} trimestre 2025, sur une prévision de 68,98 milliards de francs CFA, les dépenses à charge de trésorerie ont été exécutées à hauteur de 31,97 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 46,35%.

Les détails des dépenses à charge de trésorerie sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°8 : Récapitulatif des dépenses à charge de trésorerie au 31 mars 2025 (en milliers de francs CFA)

	Prévisions 2025	Réalisations au 1er trimestre 2025	Taux
CHARGES DE TRESORERIE	68 983 995	31 972 000	46,35%
Remboursements emprunts extérieurs	8 632 470	8 583 000	99,43%
Remboursements dette intérieure	3 657 160	951 000	26,00%
Contrepartie DTS/FMI	15 451 935	8 091 000	52,36%
Remboursements Titres publics	37 143 390	2 417 000	6,51%
AFRILAND	337 520	246 000	72,88%
Crédits consolidés BEAC	3 761 520	557 000	14,81%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)		11 127 000	

Sources : LF 2025 et PLT

IV. ANALYSE DES DEPENSES SPECIFIQUES

IV.1. Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement (OP)

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont des dépenses liées aux frais d'évacuations sanitaires, de réception des personnalités, des missions et d'organisations des cérémonies officielles.

Au 1^{er} trimestre 2025, le montant des dépenses exécutées par Ordre de Paiement s'élève à hauteur de 3,97 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées par OP :

Tableau n°9 : Situation des dépenses exécutées par Ordre de Paiement au 31 mars 2025 (en milliers de francs CFA)

Nature des dépenses	Exécution OP au 1er trimestre 2024	Prévision 2025	Exécution OP au 1er trimestre 2025	Taux d'exécution
Charges Financières		22 001 970		0,00%
Biens et services	1 604 271	45 494 779	3 018 063	6,63%
Intervention	581 749	54 481 650	957 022	1,76%
Investissement sur BEC		8 985 361		0,00%
Total	2 186 020	130 963 760	3 975 085	3,04%

Sources : LF 2025 et DGB

IV.2. Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La classification fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques, à les recenser selon leur origine ou selon leur destination. Cette classification permet d'apprécier ou d'évaluer l'exécution du budget conformément aux priorités du Gouvernement.

1. Aperçu global

Au 31 mars 2025, sur une prévision annuelle de 365,92 milliards FCFA, l'État a engagé 46,29 milliards FCFA, soit un taux d'engagement global de 12,65 %.

Le taux d'ordonnancement s'établit à 8,21 % et le taux de paiement effectif (règlement) à 4,43 %.

Il convient de noter que les dépenses de personnel font l'objet d'exécution sans ordonnancement préalable ainsi que les charges financières de la dette. De ce fait, leur engagement et ordonnancement interviennent à titre de régularisation dans le système d'information Sim-Ba. Bien que les salaires et les pensions aient été effectivement payés au cours du premier trimestre 2025 mais leur régularisation n'a pas été effective à fin mars 2025 et il est en de même pour les charges financières de la dette.

Ceci étant dit, la classification fonctionnelle des administrations publiques au premier trimestre 2025 ne sera exhaustive en termes de données compte tenu des manquements ci-haut énumérés.

2. Fonctions prioritaires (en valeur absolue engagée)

Fonction	Engagé (en milliards FCFA)	Taux d'exécution sur prévision
Services généraux des administrations publiques	33,81 Mds	13,48 %
Enseignement	4,19 Mds	14,15 %
Défense	4,31 Mds	17,22 %
Loisirs, culture et culte	0,73 Md	29,58 %
Affaires économiques	1,47 Md	4,79 %

Source : DGB

La fonction « Services généraux des administrations publiques » absorbe à elle seule **73 %** des engagements du trimestre, confirmant le poids dominant des structures politiques, exécutives et de soutien administratif.

3. Fonctions sociales (santé, enseignement, protection sociale)

- **Enseignement** : 4,19 Mds engagés (14,15 %) — principalement concentrés sur l'enseignement préélémentaire, supérieur et la recherche.
- **Santé** : 580 millions engagés, soit un **taux très faible de 6,91 %**, bien que les crédits soient disponibles. Le **règlement effectif** est extrêmement bas (36,6 millions).
- **Protection sociale** : exécution très marginale à **1,74 %**, traduisant un quasi-démarrage inexistant des actions de ce secteur en dépit de leur importance stratégique.

4. Fonctions à exécution quasi nulle ou très faible

- **Protection de l'environnement** : 27,6 millions engagés sur 95,8 millions (28,88 %), mais **aucun ordonnancement ni paiement** n'est encore intervenu.
- **Ordre et sécurité publics** : seulement 957 millions engagés sur 14,54 milliards (6,58 %), avec un **règlement extrêmement faible** (42 millions).
- **Affaires économiques** : alors que le secteur est prévu à hauteur de **30,6 milliards**, seulement **1,47 milliard est engagé**. Toutefois, les fonctions comme les **transports** et **R&D économique** concentrent la majorité de l'effort.

5. Analyse des écarts entre engagement et paiement

Le **décalage important entre engagement (46,3 Mds) et paiement (16,2 Mds)** indique un **ralentissement dans les phases de liquidation et d'ordonnancement** :

- Faible production des pièces justificatives (PV de réception, service fait) ;
- Retards dans les chaînes de validation ;
- Impact des mesures prises dans le cadre de contingentement des dépenses conformément au programme FEC ;
- Contraintes de trésorerie ou de priorisation des paiements.

Au 1^{er} trimestre 2025, les différents secteurs de la Classification fonctionnelle ont connu un niveau d'exécution divers et variés.

Le tableau ci-dessous donne une description des dépenses exécutées de ces différents secteurs par Division et par Groupe allant de l'Engagement jusqu'au Paiement :

Tableau n°10 : Récapitulatifs des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 31 mars 2025 (en milliers de francs CFA)

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévisions 2025	Engagé	Ordonnancé	Réglé
01	Services généraux des administrations publiques	250 680 491	33 811 274	22 970 129	13 719 588
011	Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaire	178 120 628	26 529 180	19 756 119	12 126 769
012	Aide économique extérieure	2 831 500	2 749	-	-
013	Services généraux	36 040 943	3 545 139	1 008 650	177 164
014	Recherche fondamentale	20 000	-	-	-
015	R-D concernant des services généraux des administrations publiques	422 800	129 097	90 068	60 027
016	Services généraux des administrations publiques nca	1 668 900	137 895	59 203	26 883
017	Opérations concernant la dette publique	22 601 970	129 795	80 966	38 049
018	Transferts de caractère général entre administrations publiques	8 973 750	3 337 419	1 975 124	1 290 697
02	Défense	25 023 416	4 307 283	2 360 661	1 150 039
021	Défense militaire	23 833 166	4 039 120	2 189 344	1 025 852
022	Défense civile	149 500	45 596	3 250	-
024	R-D concernant la défense	1 010 000	208 817	160 567	116 687
025	Défense nca	30 750	13 750	7 500	7 500
03	Ordre et sécurité publics	14 537 196	957 112	323 609	42 118
031	Services de police	12 007 866	606 194	210 853	8 618
032	Services de protection civile	964 705	198 217	80 256	1 000
033	Tribunaux	182 375	74 720	18 750	18 750
034	Administration pénitentiaire	1 372 250	77 106	13 750	13 750
036	Ordre et sécurité publics nca	10 000	875	-	-
04	Affaires économiques	30 634 489	1 466 608	711 854	254 699
041	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	24 000	3 462	-	-
042	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	21 414 850	32 571	25 997	-
043	Combustibles et énergie	3 197 139	4 872	1 504	-
044	Industries extractives et manufacturières, construction	169 650	52 500	26 250	26 250
045	Transports	5 358 000	973 319	308 103	28 449
046	Communications	4 500	999	-	-
047	Autres branches d'activité	4 900	1 547	-	-
048	R-D concernant les affaires économiques	461 450	397 337	350 000	200 000
05	Protection de l'environnement	95 875	27 691	-	-

054	Préservation de la diversité biologique et protection de la	65 100	16 536	-	-
055	R-D dans le domaine de la protection de l'environnement	30 775	11 156	-	-
06	Logements et équipements collectifs	716 968	154 075	45 580	14 000
061	Logements	206 046	65 029	43 875	14 000
062	Équipements collectifs	396 375	84 986	-	-
063	Alimentation en eau	109 797	2 935	1 705	-
064	Éclairage public	4 250	1 125	-	-
065	R-D dans le domaine du logement et des équipements collectif	500	-	-	-
07	Santé	8 392 882	580 297	213 527	36 585
071	Produits, appareils et matériels médicaux	67 500	24 995	-	-
072	Services ambulatoires	4 544 000	10 249	-	-
073	Services hospitaliers	1 551 200	351 919	131 410	-
074	Services de santé publique	879 482	70 285	31 365	-
075	R-D dans le domaine de la santé	660 700	97 856	50 751	36 585
076	Santé nca	690 000	24 993	-	-
08	Loisirs, culture et culte	2 481 840	734 437	248 160	20 175
081	Services récréatifs et sportifs	696 500	603 499	208 471	-
082	Services culturels	36 000	13 853	-	-
083	Services de radiodiffusion, de télévision et d'édition	406 759	79 353	21 750	15 000
084	Culte et autres services communautaires	5 000	1 000	-	-
085	R-D dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte	3 000	1 500	-	-
086	Loisirs, culture et culte nca	1 334 581	35 232	17 939	5 175
09	Enseignement	29 616 757	4 190 722	3 150 320	982 045
091	Enseignement préélémentaire et primaire	5 276 600	1 128 093	1 121 056	950 000
092	Enseignement secondaire	33 500	9 249	-	-
094	Enseignement supérieur	4 253 756	1 181 178	383 420	22 328
095	Enseignement non défini par niveau	14 214 751	42 776	20 844	9 717
096	Services annexes à l'enseignement	46 500	2 749	-	-
097	R-D dans le domaine de l'enseignement	5 731 150	1 819 428	1 625 000	-
098	Enseignement nca	60 500	7 250	-	-
10	Protection sociale	3 735 810	64 977	21 502	6 250
104	Famille et enfants	162 750	41 854	17 106	6 250
108	R-D dans le domaine de la protection sociale	30 000	15 000	-	-
109	Protection sociale nca	3 543 060	8 123	4 396	-
Total général		365 915 724	46 294 477	30 045 342	16 225 498

Source : DGB

IV.3. Conclusions et recommandations

- Renforcer la chaîne de certification du service fait, notamment dans les secteurs sociaux (santé, éducation) ;
- Accélérer l'exécution dans les secteurs à faible performance (santé, protection sociale, sécurité) ;

- **Améliorer la planification des engagements** en lien avec la réalité d'exécution des crédits, particulièrement dans les fonctions à exécution programmée (infrastructures, projets économiques) ;
- Envisager une **meilleure régulation budgétaire trimestrielle** afin d'éviter la concentration des engagements en fin d'année.

IV.4. Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME- PMI.

Les dépenses des budgets de ces départements sont suivies dans le cadre des programmes conclus avec les partenaires techniques et financiers et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 119,13 milliards de francs CFA et leur exécution au 1^{er} trimestre 2025 se chiffre à 15,37 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 12,91%.

Par ailleurs, les tableaux récapitulatifs de l'exécution des dépenses par Titre de tous les Départements et Institutions de la République sont annexés au présent rapport.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres du Personnel, de Biens et Services, de Transferts et d'investissement.

a) Personnel

Au 31 mars 2025, l'exécution des dépenses liée aux charges du personnel s'élèvent à hauteur de 7,51 milliards de francs CFA sur une prévision de 28,69 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 26,17%.

b) Biens et Services

Pour une prévision globale 11,71 milliards de francs CFA, les dépenses ordonnancées des biens et services des secteurs sociaux au 31 mars 2025 se chiffre à 1,49 milliard de francs CFA soit un taux de réalisation de 12,74%.

c) Transferts

Au 1^{er} trimestre 2025, sur une prévision annuelle de 9,08 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de transferts base ordonnancement a atteint le montant de 1,07 milliard de francs CFA, soit un taux d'exécution de 11,74%.

d) Investissement

L'exécution des dépenses d'investissement base ordonnancement des secteurs sociaux au 1^{er} trimestre 2025 s'élève à 4,88 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 69,64 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 7,01%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n°11 : Récapitulatif des dépenses sociales au 1^{er} trimestre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Dotation 2025	Réalisations au 1er Trimestre 2025	Taux d'exécution
Education	39 128 568	9 139 950	23,36%
Titre II: Personnel	20 017 812	5 697 236	28,46%
Titre III: Biens et Services	3 749 756	1 355 807	36,16%
Titre IV: Transferts	3 211 000	589 505	18,36%
Titre V: Investissements	12 150 000	1 497 402	12,32%
<i>Sur ressources propres</i>	350 000		0,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>	11 800 000	1 497 402	12,69%
Santé	27 972 511	2 895 104	10,35%
Titre II: Personnel	5 664 749	1 211 652	21,39%
Titre III: Biens et Services	6 633 762	70 885	1,07%
Titre IV: Transferts	2 974 000	5 000	0,17%
Titre V: Investissements	12 700 000	1 607 567	12,66%
<i>Sur ressources propres</i>			
<i>Sur ressources extérieures</i>	12 700 000	1 607 567	
Action Humanitaire	2 126 133	310 325	14,60%
Titre II: Personnel	320 720	60 683	18,92%
Titre III: Biens et Services	132 663	3 063	2,31%
Titre IV: Transferts	522 750	60 687	11,61%
Titre V: Investissements	1 150 000	185 892	16,16%
<i>Sur ressources propres</i>	150 000		
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 000 000	185 892	
Promotion du Genre	5 106 389	314 476	6,16%
Titre II: Personnel	492 629	92 033	18,68%
Titre III: Biens et Services	152 550	875	0,57%
Titre IV: Transferts	367 000	43 001	11,72%
Titre V: Investissements	4 094 210	178 567	4,36%
<i>Sur ressources propres</i>	94 210		
<i>Sur ressources extérieures</i>	4 000 000	178 567	
Développement Rural	30 465 238	1 582 132	5,19%
Titre II: Personnel	906 488	190 124	20,97%
Titre III: Biens et Services	318 461	2 502	0,79%
Titre IV: Transferts	1 554 915	314 250	20,21%
Titre V: Investissements	27 685 374	1 075 256	3,88%
<i>Sur ressources propres</i>	485 374	51 578	
<i>Sur ressources extérieures</i>	27 200 000	1 023 678	
Elevage et Santé Animale	915 269	127 849	13,97%
Titre II: Personnel	605 319	107 849	17,82%
Titre III: Biens et Services	144 450		0,00%
Titre IV: Transferts	135 500	20 000	14,76%
Titre V: Investissements	30 000	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	30 000		

<i>Sur ressources extérieures</i>			
Energie	12 912 190	498 735	3,86%
Titre II: Personnel	364 490	68 103	18,68%
Titre III: Biens et Services	538 300	58 845	10,93%
Titre IV: Transferts	184 400	33 600	18,22%
Titre V: Investissements	11 825 000	338 187	2,86%
<i>Sur ressources propres</i>	625 000		
<i>Sur ressources extérieures</i>	11 200 000	338 187	
PME-PMI	505 896	79 373	15,69%
Titre II: Personnel	318 886	79 373	24,89%
Titre III: Biens et Services	42 850		0,00%
Titre IV: Transferts	134 160		0,00%
Titre V: Investissements	10 000	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	10 000		
<i>Sur ressources extérieures</i>			
Total Personnel	28 691 093	7 507 053	26,17%
Total Biens et Services	11 712 792	1 491 977	12,74%
Total Transferts	9 083 725	1 066 043	11,74%
Total Investissements	69 644 584	4 882 871	7,01%
<i>Sur ressources propres</i>	1 744 584	51 578	2,96%
<i>Sur ressources extérieures</i>	67 900 000	4 831 293	7,12%
TOTAL GENERAL	119 132 194	14 947 944	12,55%

Sources : LF 2025, DGB et DGPB (MEPCI)

V) Analyse des principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire.

V.1. Solde global et solde primaire

Au 1^{er} trimestre 2025, les ressources et les charges budgétaires globales ont été mobilisées respectivement à hauteur de 65,06 milliards de francs CFA et 63,42 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde budgétaire global excédentaire d'un montant de 1,64 milliard de francs CFA.

S'agissant des ressources propres, elles ont été mobilisées à hauteur de 45,14 milliards de francs CFA ; quant aux dépenses primaires ordonnancées, elles se chiffrent à hauteur de 52,18 milliards de francs CFA, dégageant un solde primaire déficitaire de l'ordre de 7,03 milliards de CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination de ces soldes :

Tableau n°12 : Tableau récapitulatif des soldes budgétaires au 1^{er} trimestre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Prévision 2025	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2025	Taux de réalisation
RESSOURCES	345 200 000	65 057 340	18,85%
Ressources propres	185 000 000	45 143 000	24,40%
Douanes	72 510 006	15 383 000	21,22%

Impôts	70 342 588	16 606 000	23,61%
Trésor	42 147 406	13 154 000	31,21%
Ressources extérieures	160 200 000	19 914 340	12,43%
Appuis budgétaires	27 300 000	8 673 000	31,77%
Appuis projets	132 900 000	11 241 340	8,46%
<i>Dons projets</i>	125 400 000	11 241 340	8,96%
<i>Emprunts projets</i>	7 500 000	-	0,00%
CHARGES	365 917 975	63 418 104	17,33%
Dépenses primaires	211 016 005	52 176 764	24,73%
Personnel	102 054 215	28 342 042	27,77%
Biens et Services	45 494 779	8 267 995	18,17%
Transferts et subventions	54 481 650	13 574 950	24,92%
Investissement sur ressources propres	8 985 361	1 991 777	22,17%
Charges Financières	22 001 970		0,00%
Financements extérieurs	132 900 000	11 241 340	8,46%
Solde budgétaire global	- 20 717 975	1 639 236	
Solde primaire	- 26 016 005	- 7 033 764	

Sources : LF 2025, PLT, DGB et DGPB (MEPCI)

V.2. Solde de trésorerie

Au 31 mars 2025, les ressources et les charges de trésorerie ont été mobilisées respectivement à hauteur de 15,22 milliards de francs CFA et 31,97 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde de trésorerie déficitaire d'un montant de 16,75 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination du solde de trésorerie :

Tableau n°13 : Tableau récapitulatif du solde de trésorerie au 1^{er} trimestre 2025 (en milliers de francs CFA)

	Prévisions 2025	Réalisations au 1 ^{er} trimestre 2025	Taux
Ressources de trésorerie	95 000 000	15 222 000	16,02%
Titres publics	95 000 000	1 022 000	1,08%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)		14 200 000	
Charges de trésorerie	68 983 995	31 972 000	46,35%
Remboursements emprunts extérieurs	8 632 470	8 583 000	99,43%
Remboursements dette intérieure	3 657 160	951 000	26,00%
Contrepartie DTS/FMI	15 451 935	8 091 000	52,36%
Remboursements Titres publics	37 143 390	2 417 000	6,51%
AFRILAND	337 520	246 000	72,88%
Crédits consolidés BEAC	3 761 520	557 000	14,81%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)		11 127 000	
Solde de Trésorerie	26 016 005	- 16 750 000	

IV. DIFFICULTES RENCONTREES ET PERSPECTIVES

L'exécution du budget a été influencée par une faible mobilisation des ressources de trésorerie entraînant un déficit de solde de trésorerie important. En outre le gouvernement envisage de prendre en compte les mesures nouvelles, ce qui entrevoit la nécessité d'aller à un collectif budgétaire.

IV.1. Difficultés majeures identifiées

1. Faible mobilisation des ressources extérieures

- Taux de réalisation : **12,43 %** seulement, bien en dessous des prévisions.
- Les **emprunts projets (7,5 milliards)** n'ont généré **aucun tirage**, impactant le financement des investissements prévus.
- Les **dons projets** ont un taux de mobilisation de seulement **8,96 %**.

→ **Conséquence** : sous-exécution des investissements (8,46 %) et tensions de trésorerie sur les projets financés par des partenaires.

2. Insuffisance des ressources de trésorerie

- Sur 95 milliards prévus, **seulement 15,22 milliards mobilisés** au T1 (16,02 %).
- Solde de trésorerie déficitaire de **16,75 milliards FCFA**.
- Faible émission de **titres publics (1,08 %)**.

→ **Conséquence** : difficulté à couvrir les engagements et à honorer les dépenses courantes et prioritaires.

3. Sous-exécution des dépenses sociales prioritaires

- Taux d'exécution global des secteurs sociaux : **12,91 %**.
- Dépenses d'investissement dans ces secteurs : **7,24 %**, dont seulement **2,86 % pour l'énergie**, **4,36 % pour le genre**, **4,15 % pour le développement rural**.
- Très faible niveau pour les **transferts sociaux** (12,21 %), alors qu'ils concernent des programmes sensibles.

→ **Conséquence** : difficulté à atteindre les objectifs de développement humain à court terme.

4. Exécution lente des dépenses financées sur ressources extérieures

- Exemple : **investissements sur financement extérieur exécutés à 8,46 %**.
- Manque de synergie entre les **Unités de Gestion des Projets (UGP)** et la chaîne d'exécution budgétaire (engagement, liquidation, ordonnancement).

→ **Conséquence** : projets en retard, mise en œuvre inefficace malgré disponibilité théorique de ressources.

5. Charges financières non régularisées

- Aucune régularisation des **charges financières** malgré une prévision de **22 milliards FCFA**.
- Problème de transmission d'informations comptables ou d'organisation.

→ **Conséquence** : défaut de sincérité comptable temporaire et impossibilité de refléter la réalité de l'endettement.

6. Faiblesse des outils numériques en début de déconcentration

- La **déconcentration de l'ordonnancement** entamée avec deux ministères pilotes n'est pas encore effective (prévue au T2).
- Formation sur **Sim-BA** en cours, mais ralentit les engagements décentralisés.

→ **Conséquence** : centralisation persistante, lenteur dans l'exécution en cascade et goulots d'étranglement.

IV.2 . Propositions d'amélioration

A. Renforcer la coordination avec les partenaires techniques et financiers

- Accélérer les négociations et les décaissements.
- Mettre en place un **suivi trimestriel spécifique des projets financés par ressources extérieures**, incluant les UGP.

B. Dynamiser le marché financier national

- Mettre en œuvre une **stratégie plus active d'émission des titres publics**, en lien avec les besoins réels de trésorerie.
- Assurer une meilleure **prévisibilité des émissions** via le plan de trésorerie glissant.

C. Accélérer la liquidation et la production des services faits

- Réduire les retards dans la **certification des services faits** (liquidation) pour éviter l'accumulation des engagements non suivis.
- Encourager les ministères sectoriels à transmettre plus rapidement les **pièces justificatives**, notamment dans les secteurs sociaux.

D. Activer la déconcentration effective

- Finaliser la formation des deux ministères pilotes (Justice et Sécurité publique).
- Étendre progressivement la **déconcentration de l'ordonnancement** à d'autres ministères d'ici la fin du premier semestre 2025.

E. Adopter un collectif budgétaire structurant

- Revoir les allocations des crédits non consommés pour **réaligner les priorités sectorielles** (santé, éducation, protection sociale).
- Tenir compte des **mesures nouvelles** et des ressources réellement disponibles (ajustement macro-budgétaire).

F. Renforcer le pilotage de la dépense sociale

- Créer un **comité de suivi des dépenses sociales prioritaires**, avec indicateurs de performance.
- Instaurer un **tableau de bord mensuel** à partager avec les PTF pour les investissements sociaux.



Annexe 1 : Exécution des dépenses du personnel au 1er trimestre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses du personnel		
		Engagé	Ordonné	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	849 252	849 252	849 252
02	ASSEMBLEE NATIONALE	52 769	52 769	52 769
03	PRIMATURE	265 499	265 499	265 499
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	114 363	114 363	114 363
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	31 279	31 279	31 279
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	40 219	40 219	40 219
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	26 287	26 287	26 287
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	-
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	64 410	64 410	64 410
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	387	387	387
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	-
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	98 334	98 334	98 334
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	1 047 474	1 047 474	1 047 474
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	398 265	398 265	398 265
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	1 080 737	1 080 737	1 080 737
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	11 522 129	11 522 129	11 522 129
22	MINISTERE CHARGE DU DRRR	59 000	59 000	59 000
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	2 986 438	2 986 438	2 986 438
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 240 728	1 240 728	1 240 728
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	176 816	176 816	176 816
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	157 017	157 017	157 017
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	80 848	80 848	80 848
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	3 897 650	3 897 650	3 897 650
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 308 468	1 308 468	1 308 468
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	93 773	93 773	93 773
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	129 112	129 112	129 112
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	878 029	878 029	878 029
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	60 683	60 683	60 683
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	92 033	92 033	92 033
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	84 923	84 923	84 923
81	MINISTERE DE L'URBANISME	141 951	141 951	141 951
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	120 093	120 093	120 093
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	98 260	98 260	98 260
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	68 103	68 103	68 103
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	79 414	79 414	79 414
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	178 729	178 729	178 729
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	85 936	85 936	85 936
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	208 480	208 480	208 480
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	127 849	127 849	127 849
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	201 782	201 782	201 782
95	MINISTERE DU TOURISME	115 550	115 550	115 550
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	78 975	78 975	78 975
TOTAL GENERAL		28 342 042	28 342 042	28 342 042

BKS

Annexe 2 : Exécution des dépenses des Biens et Services au 1er trimestre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses des biens et services		
		Engagé	Ordonné	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	1 324 176	1 216 364	618 122
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 630 330	1 521 562	1 526 864
02	ASSEMBLEE NATIONALE	7 110	7 110	542
03	PRIMATURE	618 283	597 658	580 783
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	3 945	195	1 250
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-	-	-
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	775	-	500
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	-	-	-
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	875	-	875
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	7 215	7 215	7 215
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	-
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	-
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	39 711	1 475	-
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	31 018	25 182	78 405
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	2 944	1 194	1 750
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	340 349	327 015	140 496
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 658 944	1 606 006	1 796 287
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	1 688	-	1 687
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	502 387	341 549	393 363
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	624 811	521 481	298 827
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	9 503	9 503	4 500
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	4 441	1 691	3 180
33	MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI	750	-	750
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	1 317 009	1 312 740	1 091 567
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	38 085	23 067	20 794
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	7 626	7 126	500
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	388 607	323 347	225 731
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	279 168	270 885	723 153
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	4 313	3 063	12 075
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	6 904	875	14 446
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	4 550	4 050	500
81	MINISTERE DE L'URBANISME	32 338	27 070	13 970
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	500	-	500
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	500	-	500
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	60 096	58 846	12 868
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	46 912	46 412	500
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	822	72	750
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	500	-	500
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	3 876	2 502	500
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	2 500	-	500
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	1 825	1 388	437
95	MINISTERE DU TOURISME	1 853	1 353	500
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	4 125	-	1 500
TOTAL GENERAL		9 011 364	8 267 995	7 577 187

12379

88

Annexe 3 : Exécution des dépenses de Transferts au 1er trimestre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses de transferts		
		Engagé	Ordonné	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	5 630 183	4 230 155	1 863 210
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	38 700	29 950	23 700
02	ASSEMBLEE NATIONALE	2 525 000	2 525 000	2 525
03	PRIMATURE	255 858	255 858	224 222
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	-	-	
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	300 000	300 000	180 000
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	18 750	16 250	15 000
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	28 131	28 131	28 131
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	51 600	51 600	51 600
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	3 278 440	2 678 440	2 678 440
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	22 500	22 500	
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	-	-	22 500
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	45 095	45 095	45 095
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	285 000	285 000	285 000
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	19 243	19 243	19 242
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	33 070	33 070	8 020
22	MINISTERE CHARGE DU DDDR	22 500	22 500	13 750
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	4 500	4 500	4 500
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	150 750	150 750	130 330
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	103 750	103 750	25 156
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	27 500	-	27 500
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	-	-	
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	525 000	525 000	
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	82 566	64 505	8 426
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	227 500	227 500	215 000
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	7 500	7 500	
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	5 000	5 000	5 000
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	60 687	60 687	60 687
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	43 001	43 001	43 000
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	360 063	322 563	97 549
81	MINISTERE DE L'URBANISME	47 756	47 756	24 874
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	-	-	
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	48 750	48 750	47 737
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	33 600	33 600	33 600
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	915 654	703 048	445 050
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	37 500	37 500	25 000
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	-	-	
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	339 250	314 250	339 250
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	20 000	20 000	16 940
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	163 630	162 500	160 746
95	MINISTERE DU TOURISME	-	-	
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	150 000	150 000	150 000
TOTAL GENERAL		15 908 026	13 574 950	7 320 780

25

Annexe 4 : Exécution des dépenses d'investissements au 1er trimestre 2025

Code	Institution / Ministère	Dépenses d'investissement		
		Engagé	Ordonné	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	23 200	23 200	19 495
02	ASSEMBLEE NATIONALE			
03	PRIMATURE	44 486		
04	COUR CONSTITUTIONNELLE			
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL			
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION			
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION			
08	HAUTE COUR DE JUSTICE			
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV			
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS			
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	35 800	35 800	
13	MINISTERE DE LA JUSTICE			
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE			
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES			
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	681 506	631 507	350 465
22	MINISTERE CHARGE DU DDDR			
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	10 334		
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 188 006	1 069 691	886 114
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP			
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE			
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI			
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	89 993		
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS			
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE			
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION			
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE			
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE			
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	150 000	150 000	126 050
81	MINISTERE DE L'URBANISME	15 214		
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT			
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE			
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE			
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE			
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE			
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES			
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	124 315	81 578	23 871
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE			
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE			
95	MINISTERE DU TOURISME			
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE			
TOTAL GENERAL		2 362 854	1 991 777	1 405 995

BA

Exécution Budgétaire au 1er trimestre 2025

TABLEAU A DOUBLE ENTREE

Institution / Ministère	Prévisions budgétaires	Charges de personnel			Dépenses de biens et services			Dépenses de transfert			Dépenses d'investissement			CUMUL		
		Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	43 207 970				1 324 176	1 216 364	618 122	5 630 183	4 230 155	1 863 210				6 954 359	5 446 518	2 481 332
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	9 532 793	849 252	849 252	849 252	1 630 330	1 521 562	1 520 864	38 700	29 950	23 700	23 200	23 200	19 495	2 541 482	2 423 964	2 419 311
ASSEMBLEE NATIONALE	10 577 606	52 769	52 769	52 769	7 110	7 110	542	2 525 000	2 525 000	2 525				2 584 879	2 584 879	55 836
PRIMATURE	5 052 251	265 499	265 499	265 499	618 283	597 658	580 783	255 858	255 858	224 222	44 486			1 184 125	1 119 015	1 070 504
COUR CONSTITUTIONNELLE	645 444	114 363	114 363	114 363	3 945	195	1 250							118 308	114 558	115 613
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	734 214	31 279	31 279	31 279				300 000	300 000	180 000				331 279	331 279	211 279
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	338 184	40 219	40 219	40 219	775		500	18 750	16 250	15 000				59 744	56 469	55 719
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	286 977	26 287	26 287	26 287				28 131	28 131	28 131				54 418	54 418	54 418
HAUTE COUR DE JUSTICE	23 869				875		875							875		875
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUVERNANCE	454 502	64 410	64 410	64 410	7 215	7 215	7 215	51 600	51 600	51 600				123 225	123 225	123 225
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	3 878 440	387	387	387				3 278 440	2 678 440	2 678 440				3 278 827	2 678 827	2 678 827
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	90 000							22 500	22 500					22 500	22 500	
MINISTERE CHARGE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	1 126 825	98 334	98 334	98 334	39 711	1 475				22 500	35 800	35 800		173 845	135 609	120 834
MINISTERE DE LA JUSTICE	6 889 636	1 047 474	1 047 474	1 047 474	31 018	25 182	78 405	45 095	45 095	45 095				1 123 587	1 117 750	1 170 974
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	6 087 513	398 265	398 265	398 265	2 944	1 194	1 750	285 000	285 000	285 000				686 209	684 459	685 015
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	4 605 876	1 080 737	1 080 737	1 080 737	340 349	327 015	140 496	19 243	19 243	19 242				1 440 329	1 426 995	1 240 475
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	43 137 359	11 522 129	11 522 129	11 522 129	1 658 944	1 606 006	1 796 287	33 070	33 070	8 020	681 506	631 507	350 465	13 895 649	13 792 713	13 676 901
MINISTERE CHARGE DU DDDR	711 255	59 000	59 000	59 000	1 688		1 687	22 500	22 500	13 750				83 188	81 500	74 437
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	14 286 696	2 986 438	2 986 438	2 986 438	502 387	341 549	393 363	4 500	4 500	4 500	10 334			5 505 658	5 332 487	3 384 301
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	19 596 117	1 240 728	1 240 728	1 240 728	624 811	521 481	298 827	150 750	150 750	130 330	1 188 006	1 069 691	886 114	3 204 295	2 982 650	2 555 099
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION	21 687 898	176 816	176 816	176 816	9 503	9 503	4 500	103 750	103 750	25 136				290 069	290 069	206 472
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	915 444	157 017	157 017	157 017	4 441	1 691	3 180	27 500		27 500				188 958	158 708	187 697
MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI	541 872	80 848	80 848	80 848	750		750							81 598	80 848	81 598
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	30 006 151	3 897 650	3 897 650	3 897 650	1 317 009	1 312 740	1 091 567	525 000	525 000					5 739 659	5 735 390	4 989 217
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	9 122 417	1 308 468	1 308 468	1 308 468	38 085	23 067	20 794	82 566	64 505	8 426	89 993			1 519 111	1 396 040	1 337 688
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	1 463 484	93 773	93 773	93 773	7 626	7 126	500	227 500	227 500	215 000				328 809	328 399	309 273
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	1 679 097	129 112	129 112	129 112	388 607	323 347	225 731	7 500	7 500					525 220	459 960	354 843
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	27 972 511	878 029	878 029	878 029	279 168	270 885	723 153	5 000	5 000	5 000				1 162 197	1 153 915	1 606 182
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	1 991 133	60 683	60 683	60 683	4 313	3 063	12 075	60 687	60 687	60 687				125 683	124 433	133 445
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	5 106 389	92 033	92 033	92 033	6 904	875	14 446	43 001	43 001	43 000				141 937	135 908	149 479
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	26 536 499	84 923	84 923	84 923	4 550	4 050	500	360 063	322 563	97 549	150 000	150 000	126 050	599 535	561 535	309 022
MINISTERE DE L'URBANISME	2 291 673	141 951	141 951	141 951	32 338	27 070	13 970	47 756	47 756	24 874	15 214			237 259	216 776	180 795
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	779 024	120 093	120 093	120 093	500		500							120 593	120 093	120 593
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	744 481	98 260	98 260	98 260	500		500	48 750	48 750	47 737				147 510	147 010	146 497
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	12 912 190	68 103	68 103	68 103	60 096	58 846	12 868	33 600	33 600	33 600				161 799	160 549	114 571
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES POSTES	3 935 576	79 414	79 414	79 414	46 912	46 412	500	915 654	703 048	445 050				1 041 980	828 874	524 964
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	817 473	178 729	178 729	178 729	822	72	750	37 500	37 500	25 000				217 050	216 300	204 479
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	505 896	85 936	85 936	85 936	500		500							86 436	85 936	86 436
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	30 465 238	208 480	208 480	208 480	3 876	2 502	800	339 250	314 250	339 250	124 315	81 578	23 871	675 921	606 810	572 101
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	915 269	127 849	127 849	127 849	2 500		500	20 000	20 000	16 940				150 349	147 849	145 289
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHÉ	8 947 452	201 782	201 782	201 782	1 825	1 388	437	163 630	162 500	160 746				367 238	365 670	362 965
MINISTERE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	1 126 048	115 550	115 550	115 550	1 853	1 353	500							117 403	116 903	116 050
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	4 191 232	78 975	78 975	78 975	4 125		1 500	150 000	150 000	150 000				233 100	228 975	230 475
TOTAL GENERAL	365 917 974	28 342 042	28 342 042	28 342 042	9 011 364	8 267 995	7 577 187	15 908 026	13 574 950	7 320 780	2 362 854	1 991 777	1 405 995	55 624 286	52 176 764	44 646 004

BA